

CONV 391/02

CONTRIB 136

NOTE DE TRANSMISSION

du: Secrétariat

à la: Convention

**Objet: Contribution présentée par MM. Barnier et Vitorino, membres de la
Convention**

"Vers une meilleure coordination des politiques économiques"

Le Secrétaire général de la Convention a reçu la contribution figurant en annexe de
MM. Barnier et Vitorino, membres de la Convention.

Convention européenne
– 7 novembre 2002 –

Vers une meilleure coordination des politiques économiques
Contribution de MM. Barnier et Vitorino à la Convention européenne

Les politiques économiques sont, et vont rester, de compétence nationale. Mais leur coordination est une obligation commune. Cette obligation doit être mieux respectée, comme le soulignent bien les difficultés de ces derniers mois.

Or, en la matière, il ne suffit pas de créer une règle du jeu : il faut aussi que l'arbitre ait une autorité suffisante pour la faire respecter et que les structures de décision soient adaptées aux enjeux. Certaines réformes du traité seront pour cela nécessaires.

Le groupe de travail sur la gouvernance économique a identifié les principales questions, dont doit maintenant débattre la réunion plénière de la Convention. Il nous paraît utile d'évoquer brièvement les raisons qui imposent l'adaptation de nos traités.

1. Comment faire mieux respecter les obligations communes ?

L'enjeu n'est pas ici de se prononcer sur la *nature* des règles communes. Les débats se poursuivent à ce propos – mais, quelle qu'en soit l'issue, une chose est certaine : l'union économique et monétaire a besoin, pour fonctionner, de disciplines communes et de coordination. Les engagements souscrits doivent être respectés.

A l'heure actuelle, la Commission adresse au Conseil une simple recommandation pour les *grandes orientations de politique économique* et les *avertissements* prévus par le pacte de stabilité. Le Conseil peut aisément modifier le contenu de ces recommandations. Il est inutile de souligner combien il peut être difficile, pour le représentant d'un gouvernement, de mettre en garde l'un de ses collègues du Conseil. Cette situation incite

à des compromis qui affectent la crédibilité des mécanismes de coordination des politiques économiques.

La Commission recommande dès lors la transformation des recommandations en *propositions* pour les grandes orientations de politique économique et les avertissements prévus au titre du pacte de stabilité. Autrement dit, l'accord de la Commission serait requis pour la modification de ces propositions, à moins que le Conseil, à l'unanimité, ne décide de les modifier. C'est le mode de travail habituel prévu par le traité.

Cette adaptation permettrait :

- de donner à la Commission les moyens de faire respecter les règles par tous les Etats membres ;
- de préserver le caractère communautaire de l'exercice et la cohérence des politiques.

2. Comment faire adopter les avertissements ?

Le groupe de travail sur la gouvernance économique a généralement reconnu l'intérêt que la Commission puisse adresser de manière autonome un premier avertissement à un Etat membre qui présenterait un risque de déficit excessif.

Pour l'efficacité du processus de décision, il convient de plus d'exclure l'Etat membre concerné du vote sur les avertissements.

Le traité prévoit déjà une telle exclusion lorsque le Conseil doit mettre un Etat en demeure de corriger un déficit excessif – mais cette précision a été omise pour le vote sur les avertissements. Par définition, l'Etat concerné sera généralement opposé à tout avertissement. L'exclure du vote paraît logique afin d'éviter qu'il ne soit à la fois juge et partie. Ce serait aussi plus équitable : force est de constater que, en raison de la pondération des voix, les Etats les plus peuplés peuvent échapper plus facilement aux avertissements que les autres, car il leur est plus facile de former une coalition en vue d'obtenir une minorité de blocage. Equité, efficacité : deux raisons sérieuses pour adapter sur ce point les dispositions du traité.

3. Comment décider entre Etats membres de la zone euro ?

Les frontières de la zone euro ont vocation à coïncider avec celles de l'Union. Mais, parce que plusieurs Etats membres ne font pas encore partie de la zone et que ce nombre va s'accroître avec l'élargissement, cet objectif naturel ne sera probablement pas atteint avant de nombreuses années.

Il faut, sur ce sujet, être capable d'imaginer les contraintes de fonctionnement d'une Union élargie à près de trente Etats membres. Les mécanismes de décision prévus aujourd'hui par le traité ne sont tout simplement pas adaptés aux besoins de la zone euro. Autoriser les Etats de la zone euro à décider entre eux des questions relatives à l'euro relève du bon sens.

Le statu quo conduirait à la paralysie. L'Union comptera en 2004 davantage d'Etats non membres de la zone euro que d'Etats participants. L'Eurogroupe, créé par le Conseil européen en 1997, est un simple forum de discussion informel entre Etats participants. Indéniablement utile, il peut subsister en tant qu'instance informelle de discussion. Mais, dans le cadre actuel du traité, seul le Conseil (Ecofin) peut prendre des décisions. Pour traiter par exemple les questions de déficits excessifs à l'intérieur de la zone euro, les questions relatives à la politique de change, les décisions relatives aux Etats membres souhaitant adopter l'euro ou encore la partie des *grandes orientations de politique économique* consacrée à la zone euro, la Commission recommande la mise en place d'un "Conseil Ecofin pour la zone euro", réunissant les Ministres des finances des seuls Etats membres de la zone euro et doté de pouvoirs de décision dans les domaines d'intérêt commun aux Etats membres qui partagent la même monnaie.

4. Comment représenter la zone euro dans les instances financières internationales ?

L'euro est aujourd'hui la deuxième monnaie la plus importante du monde et la zone euro constitue collectivement la deuxième grande puissance économique et commerciale mondiale.

Cependant, l'Union européenne n'en tire pas tous les bénéfices possibles au plan international. La question de la représentation internationale de l'euro reste *de facto* non réglée. Au G7 finances, par exemple, la présidence de l'Eurogroupe – lorsqu'elle n'est pas exercée par un Etat participant au G7 – et la BCE ne sont présentes que pour certaines parties de la discussion. La Commission n'assiste à ces discussions que pour une partie plus limitée encore de l'ordre du jour, telles la lutte contre le blanchiment ou le financement du terrorisme.

Au FMI, le seul changement notable depuis 1999 a été l'octroi d'un statut d'observateur à la BCE. La position de la présidence dans les discussions internationales est certes aujourd'hui préparée de manière concertée, mais elle est établie souvent sur base d'un compromis qui ne permet pas à l'Union de faire collectivement preuve d'une autorité et d'une capacité d'initiative suffisantes.

La Convention devrait examiner les moyens de régler cette question de manière pragmatique, conformément à ce que prévoit déjà l'article 111 du traité pour décider de la représentation internationale de l'euro ou de la position de la Communauté.
